

Du 20 au 22 mai, la FNDIRP tiendra à Clermont-Ferrand son Assemblée générale, qui sera accueillie par l'ADIRP du Puy-de-Dôme et ses sections. Dans cette attente, des membres de l'association ont décrit pour le PR quelques-uns des événements glorieux et douloureux qui ont marqué cette terre de résistance entre 1939 et 1944. Nous les en remercions et proposons une synthèse de leurs travaux dans les pages suivantes.

Clermont-Ferrand, capitale de la France

Les premières colonnes de la Wehrmacht apparaissent aux faubourgs de Clermont-Ferrand et plus particulièrement à Aulnat le 20 juin 1940. Le lendemain, la Panzer-Division SS Adolf Hitler, dirigée par Josef Dietrich, forte de 300 hommes environ, entre à Clermont-Ferrand proclamée « ville ouverte ». Ils vont occuper la préfecture et la mairie. Le Grand Hôtel de la place de Jaude est réquisitionné. Un couvre-feu est instauré de 21 heures à 7 heures. Les journaux suspendent leur parution.

La présence allemande en juin 1940 sera de courte durée. Les troupes se replient vers Saint-Etienne le 28 juin, en s'emparant de stocks de pneus aux usines Michelin. Le soir, vers 18 h 30, on chante *La Marseillaise* place de Jaude et on hisse le drapeau tricolore en présence d'une foule nombreuse. C'est alors que Clermont-Ferrand devient la capitale du pays... pour un jour, le 29 juin 1940! Le gouvernement français qui a quitté Bordeaux (désormais dans la zone d'occupation prévue par l'armistice) s'établit à Clermont-Ferrand pour 24 heures avant de rallier Vichy.

Albert Lebrun, encore président de la République, emménage à l'Hôtel Majestic et le maréchal Pétain à la villa Michelin située sur le cours Sablon. Pour loger le gouvernement et ses fonctionnaires, la Sûreté nationale fait évacuer, en quelques heures, les bâtiments publics et les hôtels nécessaires. La préfecture devient la présidence du Conseil.

Le ministère de la Guerre s'installe à Chamalières, celui de la Marine prend ses quartiers à l'Institut Monange, l'Aviation à l'école Fénélon, l'Intérieur à la préfecture, la Justice au Palais de justice, les Colonies à l'école hôtelière, les Affaires étrangères au lycée Blaise-Pascal et le commissariat à l'Information au siège du journal *La Montagne*. La foule se presse pour voir les personnalités: Pétain, Laval, Alibert, Prouvost, Pomaret... Le gouvernement part dès le lundi 1^{er} juillet pour Vichy, à 60 kilomètres de Clermont-Ferrand et alors capitale des villes thermales, qui offre une meilleure capacité hôtelière, donc d'hébergement.

La caserne du 92^e Régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand fut transformée en prison militaire allemande du 11 novembre 1942 à fin août 1944. Une grande partie des résistants et des personnes raflées dans la région y furent détenues avant leur déportation.

Les photos publiées dans ces pages (à l'exception de la page 12) proviennent du Musée de la Résistance, de l'Internement et de la Déportation de Clermont Communauté, qui possède un fond de 300 pièces et documents, de nombreuses photographies, une bibliothèque et une vidéothèque. Il est ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 (7 place de Beaulieu 63400 Chamalières. Tél. 04 73 31 28 42).

L'exil de l'Université de Strasbourg à Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand a accueilli de septembre 1939 à juin 1945 l'Université de Strasbourg qui exprima par ce repli son refus de la défaite et de l'annexion de l'Alsace-Moselle au III^e Reich. Aux côtés des Auvergnats, l'Université devint un foyer de résistance.

Après la déclaration de guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, le gouvernement français fait évacuer les zones frontalières. Quelque 520 000 Français, dont beaucoup d'Alsaciens et Lorrains, fuient en direction du sud. Les habitants du Bas-Rhin partent notamment vers la Dordogne et Périgieux ou le Puy-de-Dôme et Clermont-Ferrand avec voitures, bagages, archives, etc.

Le 23 novembre, l'ensemble des sept facultés de l'Université de Strasbourg quitte l'Alsace et se replie à Clermont-Ferrand.

La ville qui possède seulement une faculté de Lettres, une de Sciences, une de Droit et une de Médecine et Pharmacie, accueille donc plus de 1 200 étudiants (dont Claude Wolff, âgé de 15 ans, qui restera en Auvergne où il deviendra député-maire de Chamalières), de 150 à 175 enseignants, les membres du corps administratif et 200 wagons de matériel divers de l'université strasbourgeoise!

Avec plus ou moins de commodité, mais une bonne volonté partagée, l'Université transfuge s'installe dans des locaux de l'avenue Carnot tout neufs, ce qui explique sans doute le choix de la ville de Clermont-Ferrand. Outre les problèmes pratiques, il ne faut pas sous-estimer les problèmes juridiques, financiers et organisationnels: le recteur strasbourgeois Terracher s'y attèle sans faiblir.

Après l'armistice de juin 1940 et l'annexion de l'Alsace-Moselle à l'Allemagne, les Allemands rouvrent l'Université à Strasbourg et enjoignent aux professeurs exilés de rentrer immédiatement en Alsace. Il ne s'agit pas d'une germanisation, mais d'une nazification: le corps professoral

doit signer une allégeance politique. La *Reichsuniversität Straßburg* est inaugurée le 23 novembre 1941, le Reichsminister Rust insistant lourdement sur « l'antique souche allemande des Alamans d'Alsace ». Cette *Universität* nazie sera dissoute en 1945.

En juillet 1940, le recteur et les doyens, soutenus par les étudiants, décident du maintien de l'Université de Strasbourg à Clermont-Ferrand, exprimant un triple refus: de la défaite, de la perte de l'Alsace-Moselle et de l'ordre nouveau. En août 1940, Robert Wagner, Gauleiter (chef de l'administration civile) d'Alsace, lance son « Opération Alsace » pour faire rentrer les Alsaciens chez eux, jusqu'en avril 1941.

Le recteur et les doyens réussissent à convaincre le gouvernement de Vichy de conserver l'Université de Strasbourg à Clermont-Ferrand. Quelques étudiants rentrent, essentiellement sous l'effet des pressions exercées par l'occupant sur eux et surtout leurs familles. A Strasbourg, les nazis sont furieux: l'affaire devient d'intérêt national pour le III^e Reich.

En 1940 et 1941, les Allemands exigent de façon répétée le retour à Strasbourg de la Bibliothèque nationale universitaire. Cédant à la pression du SS Dr Kraft, Vichy ordonne de s'exécuter: ce sera un rapatriement partiel et réticent...

En octobre 1940, les lois antijuives de Vichy soulèvent des protestations: plusieurs éminents universitaires sont destitués, un *numerus clausus* de 3 % de juifs maximum parmi les étudiants est appliqué.

La rentrée universitaire de l'automne 1940 voit un fort afflux d'étudiants démobilisés, de réfugiés, de prisonniers de guerre évadés et de jeunes Alsaciens-Lorrains qui quittent les zones annexées en franchissant la ligne de démarcation.

L'Université entre en résistance

En juillet 1940, le professeur d'histoire moderne Gaston Zeller de Strasbourg crée un centre à Gergovie, qui deviendra le « Groupe de Gergovie ».

Il a le soutien du général de Lattre de Tassigny, adjoint au commandant de la 13^e division militaire à Clermont-Ferrand et commandant militaire du Puy-de-Dôme. Le général organise au château d'Opme voisin une Ecole des cadres militaires destinée à former les officiers de la nouvelle armée française. L'idée de Zeller

est d'accueillir à Gergovie les étudiants alsaciens-lorrains séparés de leurs familles et plus ou moins menacés par les nazis: on les surnommera les *Gergoviotes*. Des fouilles archéologiques gallo-romaines sur le site servent de prétexte à l'opération. Dès la fin de 1941, les étudiants diffusent les journaux clandestins des mouvements de la Résistance puis militent au sein de Combat, Libération ou Franc-Tireur. On y chante volontiers « *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* ».

A partir de 1941 à Clermont-Ferrand, des manifestations d'opposition se cristallisent sur la collaboration: attentats contre des magasins, jets de billes d'acier sur les vitrines de collaborateurs notoires. En 1942, un rapport des Renseignements généraux du Puy-de-Dôme note que l'hostilité à l'égard de la collaboration est manifeste chez presque tous les étudiants de l'Université de Strasbourg.

Témoignage de l'Alsacien Jean Salomon, réfugié à Clermont-Ferrand en 1939: « *Un de mes grands souvenirs fut le 14 juillet 1942: Radio Londres avait demandé à se regrouper place de Jaude [place centrale de Clermont-Ferrand où sont érigées les statues de deux gloires régionales, Vercingétorix, vainqueur de Gergovie et le général Desaix]. On y vit 1 500 Clermontois et étudiants de Strasbourg et même deux Alsaciennes déposer une couronne aux pieds de Vercingétorix! Tout le monde entonna La Marseillaise.* »⁽¹⁾

Novembre 1942, l'occupation de la Zone sud

La situation change du tout au tout après le 11 novembre 1942, avec l'envahissement de la zone « libre »: Clermont-Ferrand devient garnison allemande. Le SIPO-SD (Police de sûreté - Service de sécurité) a son siège à Vichy mais une antenne clermontoise s'installe dans une villa située au 2 bis avenue de Royat à Chamalières. De nombreuses personnes arrêtées vont y être déferées, torturées, et mourir, sans avoir parlé.

Face à la Résistance des milieux universitaires strasbourgeois exilés, l'occupant recourt à l'infiltration et la subornation, voire à la force. Beaucoup d'Alsaciens prennent le maquis.

Engagée dans la contestation aux côtés de sa consœur auvergnate, l'Université de Strasbourg est l'un des plus importants foyers de résistance en Auvergne et les Allemands projettent en fin d'année l'arrestation de 500 personnes qui constituent « l'élite intellectuelle du corps enseignant et des étudiants de souche allemande ».

A partir de 1943, la pression augmente: en avril les autorités allemandes



réclament tous les ouvrages de l'Université de Strasbourg. Mais la Résistance se développe également. Etudiants et Alsaciens-Lorrains rejoignent mouvements et réseaux, tels Mithridate, Navarre, l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) ou Les Ardents, mouvement national de Résistance créé à Clermont-Ferrand en 1940, premier maquis auvergnat attaqué par l'occupant le 2 septembre 1943 au pied du Puy-de-Dôme.

Cependant la place des Strasbourgeois dans la Résistance auvergnate décline car Henry Ingrand [interne des Hôpitaux de Paris, chef régional de Combat en Auvergne en 1942, puis de mars 1943 jusqu'à la Libération, chef régional, depuis Clermont-Ferrand des Mouvements Unis de Résistance (MUR)], estime que l'Université de Strasbourg repliée pose un problème de sécurité du fait de sa trop grande visibilité.

C'est pourquoi les contacts entre MUR et Université sont limités au strict minimum : priorité est donnée aux maquis auvergnats, plus discrets.

Malheureusement, la suite lui donne raison : l'Université devient un objectif prioritaire de la répression allemande.

La grande rafle de novembre 1943

Ainsi le 25 juin 1943, à la suite de l'exécution dans l'après-midi de deux membres de la Sipo-SD, attribuée par l'occupant aux étudiants strasbourgeois, 60 *Feldgendarme* et 40 policiers du SD forcent les portes de La

Gallia, foyer des étudiants alsaciens-lorrains. Ils arrêtent 38 étudiants alsaciens et les emmènent à la prison du 92^e RI. Après trois semaines de détention, ils sont déportés, les juifs via Drancy vers Auschwitz, les autres via Compiègne vers Buchenwald, certains ne reviendront jamais.

Plusieurs bibliothécaires de la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg sont arrêtés le 4 novembre. Après diverses défections et rafles, il ne reste à la rentrée du 22 novembre



Le siège de la Gestapo, de sinistre mémoire, s'élevait au 2 bis avenue de Royat à Chamalières. La villa fut détruite après la guerre.

1943 que 234 étudiants inscrits à la faculté des Sciences.

Trois jours plus tard, le jeudi 25 novembre, est lancée une massive opération de police sur ordre de Berlin : les Allemands décident de s'attaquer à toutes les facultés, bibliothèques et services administratifs. 400 soldats allemands, tous les effectifs disponibles des SD de Clermont-Ferrand et Vichy, la

Milice montent à l'assaut des facultés. Deux autres sinistres protagonistes interviennent :

Georges Mathieu, étudiant en histoire, ex-membre des MUR passé au service de l'ennemi⁽²⁾. Et Ursula Brandt dénommée *La Panthère*, ex-étudiante allemande de l'Université de Strasbourg repliée, membre de l'antenne du SD à Clermont-Ferrand qui s'était informée de l'adresse personnelle de certains étudiants allemands auprès du secrétariat.

Les ordres sont d'arrêter 17 personnes fichées comme résistantes, mais également tous les étudiants étrangers, tous les juifs, tous les Alsaciens-Lorrains de 18 à 30 ans et tous ●●●

La rafle du 10 septembre 1943 à Issoire

Dès le lever du jour ce 10 septembre 1943, les bottes nazies retentissent dans les rues d'Issoire. L'occupant est sur le point d'arrêter les « *ennemis du Reich* ». Peu de documents relatent cette journée tragique qui pourtant voit l'arrestation d'une soixantaine de personnes, dont vingt-six connaîtront la déportation. Pour comprendre le déroulement de cette rafle, il faut revenir en amont. Il existe deux thèses, d'abord celle d'Eugène Martres : « *Le 10 septembre 1943, Geissler [Kommandeur de la Sipo-Sd] ordonne, sans y participer, une opération répressive à Issoire, suite à un coup de feu tiré, sans résultat, sur deux soldats allemands.* »⁽¹⁾. Il rapporte également le compte rendu de l'intendant au préfet régional qui après avoir rencontré le Kommandeur de la Sipo-SD, écrit : « *Il a expliqué qu'il avait profité de cette affaire pour arrêter un certain nombre d'individus dont l'arrestation était décidée depuis longtemps en raison de leur relation avec le nommé B. d'Issoire, arrêté pour détention d'armes.* »⁽²⁾ Cependant une autre hypothèse existe. En effet lors de son jugement un officier allemand de l'Unité 0056 a témoigné que cette rafle devait « *donner à réfléchir à la population issoirienne qui s'était un peu trop réjouie à l'annonce de la capitulation italienne.* »⁽³⁾

Toujours est-il que cette action a pour finalité de soumettre la population issoirienne à la puissance du Grand Reich. Parmi les 60 personnes arrêtées se trouvent surtout d'anciens francs-maçons et des militants de gauche mais aussi sept

personnes appréhendées parce que juives. Au début de l'année 1943, environ 2 000 juifs étrangers sont recensés dans le Puy-de-Dôme – dont Sarah Stern, qui sera assassinée par les Allemands durant les opérations. Le maire d'Issoire expliquera que les Allemands, pour justifier leur crime, ont fait « *courir le bruit mensonger que cette jeune femme était une espionne recherchée depuis des mois par leur police spéciale.* »⁽⁴⁾

En ce concerne les autres victimes, comme M. Mousset Marius ou M. Dagon Jean qui ont été arrêtés ce même jour par la Gestapo de Clermont-Ferrand, elles ont été conduites à la prison militaire allemande du 92^e RI à Clermont-Ferrand puis à Moulins, ensuite à Compiègne et de là à Buchenwald. Certains subirent l'épreuve du Petit camp, avant d'être transférés à Schönebeck.

Chaque année, le dimanche le plus proche du 10 septembre, une commémoration a lieu au monument aux morts de 1939-1945 d'Issoire. Les noms de chaque personne déportée sont prononcés pour honorer ces victimes. Une plaque située dans la ville rappelle l'assassinat de Sarah Stern.

Le devoir de mémoire a sa place dans la ville d'Issoire. ■

(D'après un texte de Lucie Mahé, membre de la FNDIRP du Puy-de-Dôme)

1-2 Eugène Martres, *Les Archives parlent 1940-1945*, Ed. De Borée, 2004, p. 62

3 Mairie d'Issoire, 24 août 1945, 908 W 156, Archives départementales du Puy-de-Dôme
4 A.D., 1945, 908 W 156

Répression sanglante à Billom et sa région

La Résistance dans cette région qui s'étend à l'est du département, de la banlieue de Clermont-Ferrand à la limite de la Loire, en passant par la Montagne thiernoise, a connu diverses formes. Pour la lutte armée, il faut notamment citer l'Armée secrète (Mouvements unis de la Résistance). Adrien Pommier, 24 ans, qui en a la charge, a eu l'idée de relier l'action de son secteur à la Résistance de la région R6 (Auvergne) et aux Forces françaises combattantes, en lien avec Londres ou Alger⁽¹⁾. A partir de structures sédentaires au départ – formées de quelques militaires, gendarmes et membres du personnel de l'Ecole militaire préparatoire des enfants de troupe de Billom, de commerçants, artisans, ouvriers, paysans – l'Armée secrète de Billom accueille et aide un maquis de réfractaires au STO qui sillonne le secteur d'Isserteaux. Fin novembre 1943, Adrien Pommier dirige près de 700 hommes sur cinq cantons et le maquis d'Isserteaux. Au mois de décembre 1943, la répression s'abat sur plusieurs points de cette vaste zone, répression dirigée par Hugo Geissler, *Kommandeur* de la Sipo-SD pour l'Auvergne.

Point de départ de ces événements, le 9 décembre 1943 les hommes du 1^{er} Corps Franc d'Auvergne font dérailler un train transportant des troupes allemandes en provenance de Clermont-Ferrand à l'entrée des Martres-de-Veyre, causant de lourdes pertes dans leurs rangs.

« Pierre le Canadien », un aviateur canadien engagé dans la Résistance, qui revenait d'une mission, traverse par malchance le village. Croyant tenir un des saboteurs, les Allemands l'abattent.

Les représailles se poursuivent les 12 et 13 décembre. A Saint-Maurice-ès-Allier, à quelques kilomètres de Billom, 22 personnes sont arrêtées, une est tuée, deux seront fusillées au stand de tir de la prison militaire allemande du 92^e RI de Clermont-Ferrand et 18 déportées (cinq mourront en déportation). En fouillant les maisons, les occupants trouvent une sacoche avec des documents compromettants. Renseignés par des traîtres français, les Allemands se préparent à agir.

Le 16 décembre, l'étau se resserre : c'est une véritable opération de guerre qui est lancée à Billom pour laquelle Geissler a réquisitionné 2 000 hommes au total. L'importante scierie Pottier est la cible principale. Cernée de toute part, elle est fouillée de fond en comble. Pierre Pottier y faisait travailler des réfugiés de l'Est de la France et étrangers, des réfractaires au STO, fournissant parfois des faux papiers. L'usine est durement touchée par la rafle, avec six fusillés au 92^e RI, dont Pierre Pottier, et 11 personnes mortes en déportation.

Toute la journée du 16 décembre, la violence nazie se déchaîne à Egliseneuve-près-Billom, Glaine-Montaigut, Ravel, à Pichoux, commune de Montmorin, Isserteaux

avec les drames de Gague et de la Baraque-Haute, à la Chaux-Montgros, commune de Sallèdes, Saint-Julien-de-Coppel et son lieu dit « les Antoinnes » : menaces, arrestations, fusillades, terreur...

Quatre jours plus tard encore, 20 otages, dont 17 du secteur de Billom, sont assassinés au stand de tir du 92^e RI. Le bilan général de la rafle du 16 décembre est très lourd : 167 personnes sont raflees à Billom, dans les communes avoisinantes et au maquis d'Isserteaux, cerné dans une maison abandonnée sur la commune de Brousse ; 112 seront déportées à Buchenwald puis dans d'autres camps ou *Kommandos* (25 ne sont jamais revenues). Au total, 45 personnes ont perdu la vie dans ces événements tragiques. En signe de reconnaissance pour son comportement héroïque dans la Résistance, la Nation a honoré la ville de Billom et l'Ecole militaire préparatoire des enfants de troupe de Billom, les citant à l'ordre de la Brigade. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre avec étoile de bronze⁽²⁾.

1) Adrien Pommier a échappé de justesse à la rafle du 16 décembre 1943. Quelque mois plus tard, il commandera une compagnie FFI au Mont Mouchet et participera à la libération de Thiers et de Lyon.

(2) La section Billom-Thiers de l'ADIRP 63 mène un important travail de mémoire, notamment avec les scolaires, pour faire connaître cette tragique histoire.

●● les doyens. La consigne est donnée de fouiller les chambres de ceux figurant sur la liste qui sont présents et d'aller chercher à leur domicile ceux qui ne sont pas là; un policier nazi et le traître Mathieu se rendent ainsi au secrétariat afin de récupérer les adresses des manquants.

Plusieurs opérations de tri ont lieu. D'un côté 400 à 500 personnes qui seront relâchées – pour la plupart auvergnates; de l'autre, environ 700 Alsaciens et Lorrains à interroger. Finalement 130 suspects sont retenus et incarcérés au 92^e RI; ils sont déportés en Allemagne le 9 janvier 1944, 36 seulement en reviendront.

Mais rien n'est encore fini. En mars 1944 par exemple survient une nouvelle vague d'arrestations d'universitaires strasbourgeois, voire clermontois notamment à l'Hôtel-Dieu où officie la faculté de Médecine. Le 8 mars a lieu la dernière opération d'envergure, sur dénonciation du sous-directeur de cet hôpital; elle vise des médecins « résistants particulièrement actifs », une vingtaine sont arrêtés ce jour-là et les jours suivants, emprisonnés au 92^e RI; eux aussi seront tous déportés.

Ce même 8 mars, la 1^{re} Compagnie des FTP (Francs-Tireurs et Partisans) du Puy-de-Dôme lance depuis la place de la Poterne trois grenades sur des soldats allemands passant en contrebas, rue Montlosier, faisant un mort et des blessés. L'opération entraîne des représailles aveugles dans le quartier (fusillades, rafles). L'occupant investit le Cercle Saint-Louis rue Montlosier où logent des étudiants strasbourgeois: une vingtaine d'entre eux sont appréhendés et déportés. D'autres arrestations ont lieu le lendemain aux domiciles de plusieurs professeurs, tous déportés.

Épilogue

Si Clermont-Ferrand n'avait pas été libérée le 27 août 1944 par la Résistance auvergnate, nul doute que l'Université française de Strasbourg aurait été dissoute et la rentrée de l'automne 1944 n'aurait pas eu lieu. Mais elle poursuivra ses activités jusqu'au 30 juin 1945. A cette date, la cigogne de Clermont-Ferrand rejoint celle de Strasbourg.

Les nazis accusaient l'Université française de Strasbourg d'avoir transformé Clermont-Ferrand en foyer de résistance, ce à quoi l'Université répliquait: « L'Auvergne n'a pas besoin de nous pour s'insurger contre l'occupant ». De fait, le maquis d'Auvergne fut le deuxième de France pendant la Seconde Guerre mondiale. ■

(1) Témoignage recueilli par Jean-Philippe Moulin.

(2) Le milicien Mathieu formera en mars 1944 un *Sonderkommando* (commando spécial) destiné à la répression des résistants. Il fuira en août 1944, sera arrêté le 13 septembre, condamné et fusillé par les Français le 12 décembre.

(Tous les éléments ayant servi à la rédaction de cet article ont été puisés dans des documents écrits par Jean-Philippe Moulin, président de la section ANMONM (Association nationale des membres de l'Ordre national du Mérite) et membre du Souvenir français du Puy-de-Dôme que le Musée de la Résistance, de l'Internement et de la Déportation de Clermont Communauté a bien voulu confier à l'ADIRP 63).

Les combats du Mont Mouchet

Aux confins de la Haute-Loire, du Cantal et de la Lozère, s'élève le Mont Mouchet. En mai 1944, des milliers de volontaires, en particulier du Puy-de-Dôme, y convergent pour former ce qui sera l'un des plus importants maquis de France...

Au cours de l'hiver 1943/1944, la Milice française et l'occupant intensifient la répression à l'encontre de la Résistance auvergnate. Les responsables des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) envisagent dès lors un transfert des principaux maquis auvergnats.

En avril 1944, Emile Coulaudon, alias *Gaspard*, chef de l'Armée Secrète (puis chef régional des FFI), rencontre le major Philippe, chef du réseau Buckmaster et agent du *Special Operation Executive* (SOE). Les deux hommes retiennent l'idée, approuvée par Londres, d'une concentration importante d'hommes avec parachutages d'armes et de munitions.

Le 2 mai 1944, Henry Ingrand (alias *Rouvres*), responsable régional des MUR et commissaire de la République pour la Région R6, convoque le Comité régional de Libération. Emile Coulaudon fait approuver à l'unanimité la décision d'une mobilisation partielle et la formation des réduits de la Truyère, du Lioran et du Mont Mouchet. Situé sur les hauteurs du plateau de la Margeride et culminant à 1 465 mètres d'altitude, ce site constitue un repli naturel dans une

région isolée et boisée, entourée d'axes stratégiques de circulation.

L'ordre de mobilisation de tous les volontaires est lancé le 20 mai par le colonel *Gaspard*. Le poste de commandement régional s'installe alors dans la maison forestière du Mont Mouchet.

Pendant une quinzaine de jours, des milliers de volontaires se dirigent vers la Margeride, à pied, à bicyclette, en camion ou par le train. Environ 2 700 à 3 000 hommes se regroupent au Mont Mouchet. A proximité, le réduit de Venteuges accueille environ 1 000 hommes supplémentaires venus du bassin minier et de la région de Brioude. Les troupes fraîchement recrutées sont formées et équipées grâce aux parachutages alliés. Du 25 avril au 9 juin 1944, 456 containers, soit 55 tonnes d'armes légères et de matériel, sont parachutés.

Selon une organisation paramilitaire, les hommes sont répartis en une quinzaine de compagnies épaulées par trois Corps Francs. Le chef d'Etat-major est le colonel *Garcie* (*Gaston*).



Dès 1944 les résistants auvergnats oeuvrent pour la création d'un monument national au Mont Mouchet. L'œuvre du sculpteur Raymond Coulon, érigée à la faveur d'une souscription nationale, est inaugurée en juin 1946. Le monument est dédié « aux maquis de France ».

Après une première attaque le 2 juin, le haut commandement militaire allemand prépare l'offensive: le 9 juin, la circulation automobile est interdite sur tout le territoire auvergnat, un Poste de commandement dirigé par le général Kurt Jesser, est établi à Saint-Flour. Le 10 juin, l'attaque est menée par trois groupements tactiques de la Wehrmacht. Ils convergent en direction du Mont Mouchet via l'axe Nord (Brioude – Langeac – Pinols), l'axe Ouest (Saint-Flour – Ruynes en Margeride – Clavières) et l'axe Est (Le Puy – Monistrol d'Allier – Saugues). Cette offensive est appuyée par l'artillerie et un avion de reconnaissance qui survole le site moins densément boisé qu'aujourd'hui. Le Service de la Sécurité (SD) et les équipes spéciales de l'*Hauptsturmführer* Geissler qui a sous son contrôle la Milice française.

Les affrontements, violents, vont se poursuivre toute la journée, les FFI tiennent bon jusqu'à la nuit.

L'attaque allemande reprend le 11 juin mais avec un effectif allemand renforcé assisté de bombardiers légers. Les combats sont acharnés comme en témoignent encore les nombreuses stèles qui jalonnent les routes de la Margeride. L'artillerie allemande écrase les compagnies engagées et en fin de soirée pilonnent la maison forestière. Partout les maquisards se battent avec courage, mais ne réussissent pas à empêcher la pénétration ennemie. La 26^e compagnie de Laroquebrou subit de lourdes pertes; un tiers de son effectif. Les compagnies ont l'ordre de tenir jusqu'à la nuit. ●●

A Sarpoil, la grande bravoure des maquisards

A Noël 1943, le maquis FTP de Vergheas à l'extrémité ouest du Puy-de-Dôme, traqué par l'occupant, doit fuir. La quarantaine d'hommes roule toute la nuit et se réfugie au Sapt, près de Saint-Germain L'Herm, à mille mètres d'altitude.

Mais, prévenus, les Allemands bloquent les routes du Livradois, mobilisant 1 800 hommes. Le 27 décembre au soir, alors que le sol est recouvert de neige, les maquisards sont de nouveau obligés de fuir. Ils décident de descendre par Sarpoil pour se diriger vers Ardes-sur-Couze. Ils ont trois véhicules, « la 402 Peugeot (devant), l'ambulance White, à l'arrière, dans laquelle je me trouvais, toujours le FM [fusil-mitrailleur] en batterie, et enfin, plus loin, le camion Dodge, rempli de gars », raconte René Crozet, alias Jimmy⁽¹⁾. Ils arrivent aux chicanes installées par les Allemands devant le petit café de Sarpoil. Les sentinelles les laissent approcher sans crainte, prenant ces véhicules pour les leurs, car ils sont équipés de phares blancs: « En ce temps-là, seuls les Allemands en avaient », explique René Crozet. Profitant de l'effet de surprise et n'écouter que leur courage, les résistants

livrent un combat héroïque. « Quand la 402 Peugeot est arrivée à leur hauteur, elle a ouvert le feu et a accéléré, disparaissant dans la nuit. Les Allemands ont tiré sur l'ambulance, tuant le chauffeur et son voisin, qui se trouvait être *Gaston*, dont le corps a été ensuite carbonisé sur place. Mon camarade Aurousset a dû descendre par la porte avant droite. A-t-il eu le temps de tirer? Je n'en sais rien. Il s'est entraîné plus tard près de moi, très gravement touché, et il est mort sur la table d'opération à Issoire. Quant à moi, par le trou de la glace arrière, j'ai balancé ma première rafale de FM et ça va vite... »

Mais peu après René Crozet s'écroule à son tour. Il est sauvé de justesse et emmené à l'hôpital d'Issoire.

Les combats se poursuivent tant que les maquisards ont des munitions et ce n'est que bien plus tard qu'ils décrocheront. Quant à l'ennemi, il compte des pertes importantes et finit par quitter les lieux après cet « échec cuisant ».

(1) Témoignage de René Crozet, cité dans l'article écrit en collaboration avec l'ANACR du Puy-de-Dôme.

••• Quand les Allemands atteignent la maison forestière, le lendemain matin 12 juin, ils ne trouvent ni hommes ni matériel.

En quittant les zones de combat du Mont Mouchet, les troupes allemandes exercent des représailles radicales sur le village de Paulhac-en-Margeride. Du 12 au 14 juin, les maisons sont systématiquement incendiées. Le village n'est plus qu'un champ de ruines.

Les troupes d'occupation poursuivent leurs exactions à l'encontre des civils. Par vengeance, suite à l'assassinat de Hugo Geissler le 12 juin à Murat, 120 personnes sont déportées. Le 14 juin 25 otages sont fusillés au pont Soubizergues près de Saint-Flour.

Le réduit de la Truyère subit un nouvel assaut les 20 et 21 juin 1944. Le combat est trop inégal. Devant le feu violent de l'artillerie et la disposition générale des forces, le colonel Mondange ordonne de décrocher à la tombée de la nuit.

Le bilan des combats de ce mois de juin est lourd, environ 340 tués dans les rangs de la Résistance dont une soixantaine de civils, une cinquantaine de tués côté allemand. L'objectif de fixer les forces allemandes pendant plusieurs semaines, les empêchant de monter en Normandie, a été atteint au prix d'un vrai soulèvement patriotique.

Fin juin, début juillet 1944, les combattants du Mont Mouchet jouent un rôle très actif dans la libération de l'Auvergne. Les FFI se dispersent en petites unités dans les quatre départements. Elles continuent le combat jusqu'à la libération totale de la région qui intervient sans le concours terrestre des armées alliées.

(Article rédigé à partir de documents du Musée de la Résistance du Mont Mouchet, géré par la Société mixte d'aménagement touristique du Haut-Allier.)

La libération de la prison de Riom

La prison de Riom (Puy-de-Dôme) se remplit de patriotes durant l'Occupation. Le 13 août 1944, un audacieux coup de force des FTP permet la libération de 114 personnes.

Avant appris que 114 patriotes détenus à la prison de Riom seraient livrés à l'occupant – dont 30 condamnés à mort qui seraient exécutés sur le champ et les 84 autres promis à la déportation – le commandant FTP Jean Bac (*Lénoir*) et ses camarades du maquis de Chambonnet organisent leur libération. Un plan fondé sur un stratagème est élaboré. En lien avec des hommes des Corps Francs, l'expédition est prévue pour le 13 août 1944.

Ce jour-là, à 2 h 15, tous les FTP désignés pour l'opération se regroupent devant le cimetière de Saint-Georges-de-Mons. Ils sont au nombre de 77, répartis ainsi : quatre groupes ayant chacun à leur tête un chef ; six chauffeurs, trois chefs de section et, surtout, trois maquisards habillés en soldats allemands, qui prennent place avec Jean Bac, lui-même revêtu de la défroque du gestapiste type : imper mastic et chapeau mou, dans une *Traction* noire.

Le convoi de maquisards parvient jusqu'au palais de justice de Riom. Les trois groupes désignés pour la

« couverture » se glissent sous l'épais feuillage des marronniers du Pré Madame, la « promenade » qui fait face à l'entrée de la prison. L'autre groupe attend près d'un camion le moment de se ruer dans l'édifice. C'est maintenant à Bac et aux trois faux soldats de jouer la partie décisive.



Portrait de Jean Bac, alias *Lénoir*, qui dirigea l'audacieuse opération à la prison de Riom.

A 3 h 30, Archimbaud stoppe la *Traction* devant la prison. Bac et ses trois camarades en descendent et le faux gestapiste s'en va sonner avec autorité à la porte. Un garde ouvre le judas et demande : « - Qui est là ? - Gestapo, ouvrir de suite », répond sèchement Bac. Le garde hésite. Bac réitère sa sommation, tambourine contre la porte. Finalement celle-ci s'ouvre. Le garde est neutralisé par Marcel Hazebrouck, l'un des

trois faux soldats. Le second, Daniel Souzy, reste sous le porche et fait signe aux douze FTP, qui attendent près d'un camion. Le troisième, Yves Jarles, tout juste âgé de 18 ans, suit Bac à l'intérieur. A l'entrée d'un couloir, une sentinelle a mis Bac en joue : « Halte ou je tire ! » Mais voyant un soldat allemand aux côtés de l'homme qu'elle menace, la sentinelle hésite à faire feu. Ces quelques instants sont suffisants pour que Bac puisse dévier le canon de l'arme et que Jarles neutralise l'homme.

Au moment où le commando de douze FTP, sous les ordres de Michel Martel, pénètre à son tour dans l'édifice, Bac et Jarles sont face à un GMR, chef du poste de garde. Mystifié par l'uniforme de Jarles, l'homme tergiverse... jusqu'au moment où l'arrivée des autres FTP clarifie la situation. Le chef de poste doit ordonner à ses subordonnés de descendre, sans leurs armes, des miradors d'entrée. Tous seront bouclés dans des cellules par les maquisards. D'autres hommes du même groupe mettent sous les verrous les gardes endormis et ceux qui se préparaient pour la relève de 4 heures.

Pendant ce temps, le directeur de la prison a surgi devant Bac et Jarles avec, à la main, son précieux trousseau de clés. Décontenancé, le directeur cherche à gagner du temps en espérant retarder au maximum les maquisards. Le faux gestapiste et le faux « vert de gris » le conduisent sans ménagement au premier étage, où se trouvent les cellules.

Celle des femmes est ouverte la première. Les détenues, rendues plus cadavériques encore par la lumière laiteuse, croient leur dernière heure arrivée en apercevant, dans l'encadrement de la porte, un soldat allemand et un individu en imper et chapeau mou. Bac s'avance, commence à expliquer. Les femmes ne le croient pas. Pourtant il faut faire vite ! Jarles sauve la situation. Il a reconnu, comme il l'espérait, sa propre mère parmi les prisonnières. « Maman, c'est moi, Yves ! » s'exclame le jeune homme. Julienne Jarles tombe dans les bras de son fils. Toutes les cellules sont désormais ouvertes...

Les « libérés » s'engouffrent dans les camions qui les attendent maintenant devant la porte de la prison. Ils regagneront sains et saufs le camp de Chambonnet.

Cette opération a permis la libération de 114 patriotes, sans qu'une goutte de sang ne soit versée, grâce à un coup d'audace mené à bien en moins d'un quart d'heure ! ■

(Article réalisé avec l'aide du Musée de la Résistance, de l'Internement et de la Déportation de Clermont Communauté.)



L'Auvergne libérée, les résistants reprennent possession des lieux. Sur cette photo prise place de Jaude à Clermont-Ferrand, au pied de la très symbolique statue de Vercingétorix, on reconnaît au centre, en uniforme, Emile Coulaudon (colonel *Gaspard*), chef régional des FFI, et à l'extrême gauche, le colonel Garcie, son chef d'état major. Henri Ingrand, commissaire de la République, est le deuxième à la gauche d'Emile Coulaudon, en costume sombre.